

FARANIRINA V. RAJAONAH

LES IMAGINAIRES DE L'ÉTRANGER

DANS LA CRISE MALGACHE ¹

LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE MARC RAVALOMANANA ÉTANT L'UNE DES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DE SES PARTISANS, CEUX-CI ONT ACCORDÉ BEAUCOUP D'ATTENTION AUX PRISES DE POSITION DES BAILLEURS DE FONDS. MAIS ILS EN SONT VENUS À PLUS DE RÉALISME GÉOPOLITIQUE, EN ACCEPTANT LA MÉDIATION DE L'OUA DANS LE RÈGLEMENT DE LA CRISE, CE QUI CONDUIT À DES CHANGEMENTS NOTABLES DANS LEURS REPRÉSENTATIONS DE L'AFRIQUE. L'INTERVENTION DE LA FRANCE, AVEC LAQUELLE ILS ENTRETIENNENT DES RELATIONS AMBIGUËS, POSE LA QUESTION DE L'INFLUENCE, RÉELLE OU SUPPOSÉE, DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES. CET ARTICLE ANALYSE LES DISCOURS QU'UNE CERTAINE CATÉGORIE DE MALGACHES TIENT SUR LE RÔLE DES ÉTRANGERS DANS UN CONTEXTE OÙ L'IMAGINATION SE NOURRIT DE LA RUMEUR.

Les dirigeants du Royaume de Madagascar au XIX^e siècle et les gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance se sont toujours montrés sourcilleux de la non-ingérence des étrangers dans les affaires nationales, les tenant même en lisière dans certains domaines, comme celui de l'accès à la propriété foncière. Mais ils ont aussi toujours recherché une reconnaissance internationale pour donner plus de poids à leur légitimité intérieure. Les démarches entreprises auprès de la communauté internationale par les proches de Marc Ravalomanana s'inscrivent dans cette perspective. De son côté, Didier Ratsiraka a fait appel à la même communauté dans la contestation de ce qui, à ses yeux, relève d'un coup de force. En fait, depuis le début de la crise, les Malgaches qui tiennent des discours politiques, qui s'expriment dans les médias ou qui échangent sur le Net accordent une attention particulière aux réactions de grandes puissances que l'on imagine pourvues d'une influence déterminante sur le cours des événements. Jusqu'à ce que la chaîne tombe en disgrâce auprès des manifestants de la place du 13 Mai, Radio France Internationale apparut ainsi comme l'une des sources privilégiées de l'actualité. Les Malgaches de la diaspora ne ratent aucun article de la presse étrangère et

s'empressent d'en assurer la transmission au pays. On part effectivement de l'idée que certains étrangers peuvent être, quelquefois, mieux renseignés que les nationaux sur les affaires de Madagascar, dans la mesure où ils en exerceraient le contrôle.

Nous nous proposons ici d'étudier la place de ces étrangers dans l'imaginaire des Malgaches, tentés comme leurs ancêtres, à des moments cruciaux de l'histoire, de rejeter en partie sur d'autres la responsabilité du mal qui frappe la grande île. La qualité des informations sur lesquelles reposent les discours que l'on tient sur les étrangers et les représentations que l'on s'en fait pose cependant quelques problèmes. En effet, les difficultés de communication, la diffusion limitée des trois grands quotidiens (*Midi Madagascar*, *Madagascar Tribune* et *l'Express de Madagascar*) et l'impossibilité pour la plupart des chaînes de radio d'assurer la couverture de tout le territoire national font que, même en temps normal, les nouvelles circulent mal. Aussi, les risques de déformation sont fréquents et les rumeurs chose courante. Ces phénomènes prennent une tout autre importance pendant la crise.

Avec l'installation de barrages sur les routes nationales et la fermeture de certains aéroports, les provinces ne communiquent ni entre elles, ni avec la capitale. De surcroît, la classe politique est avare en explications. Comme la population vit au quotidien dans l'incertitude, les rumeurs naissent, s'amplifient et se propagent rapidement. Radio-trottoir et les multiples discussions privées y sont pour beaucoup. La presse elle-même n'échappe pas à la tentation de faire allusion à des « on-dit » ; le conditionnel est l'un des modes les plus en usage. Par ailleurs, des rumeurs mais aussi des informations sérieuses se diffusent par les réseaux qui se tissent entre les cybernautes : à Madagascar, à l'extérieur, entre l'île et l'outre-mer. Outre les trois quotidiens malgaches et quelques journaux de la presse étrangère, ces échanges, dont nous avons bénéficié, ont apporté un précieux éclairage sur le sujet. Il s'agit cependant de sources biaisées, puisqu'elles permettent uniquement d'appréhender l'opinion de la classe politique et celle d'une partie de l'élite ; elles rapportent certes le point de vue de simples citoyens, mais ils sont favorables pour la plupart à Marc Ravalomanana. Cela tient en partie aux problèmes de communication et de mobilisation. Mais les défauts de ce type de sources ne sont guère gênants pour notre propos, dans la mesure où c'est à la reconnaissance internationale de Marc Ravalomanana que nous nous intéressons ici.

1. Je remercie mes collègues de l'université d'Antananarivo et de Tamatave pour les précieuses informations qu'ils m'ont communiquées, ainsi que Dominique Bois pour sa relecture.

En fait, les premiers *Vahiny* (des étrangers, mais également des hôtes, des invités) qui retiennent l'attention de cette catégorie de Malgaches sont les Occidentaux. Ceux-là sont plus communément désignés par le terme *Vazaha*, un synonyme qui, lui, renvoie plutôt à un statut social et /ou à la pigmentation moins sombre de la peau. Si les membres de l'élite malgache peuvent à l'occasion faire figure de *Vazaha*, si les commerçants chinois ou indiens sont appelés ainsi par leurs clients, le véritable *Vazaha* est le Blanc qui s'impose par son pouvoir ou sa richesse. On comprend que, dans cette représentation de l'étranger, il n'y ait pas de place pour un Africain du continent. Pourtant, au fil des semaines, l'attention des Malgaches ne se focalise plus exclusivement sur l'attitude des Occidentaux, qui forment l'essentiel des membres de la communauté internationale du pays. Ils prennent de plus en plus conscience, en effet, du rôle de l'OUA, qui s'implique ouvertement dans la recherche d'une solution au conflit.

Face à ce qu'ils considèrent, non sans amertume, comme un manque d'intérêt de la part des pays du Nord, les Malgaches se tournent progressivement vers les étrangers les plus proches : les Africains du continent. On pense que ces « parents » seraient plus à même de comprendre des problèmes qui leur sont familiers. De fait, avec les Africains, que les Malgaches vont découvrir sous un autre jour, les relations pourraient se décliner, sur le mode métaphorique, dans le registre de la « parenté à plaisanterie ».

LA MAIN DE L'ÉTRANGER

Alors que les partisans de Marc Ravalomanana craignent que Didier Ratsiraka ne soit soutenu par des musulmans, le maire d'Antananarivo passe pour avoir l'appui des Occidentaux, à l'exception des Français. En effet, on soupçonne ces derniers de préférer la continuité d'un régime avec lequel ils ont partie liée au bouleversement que la présidence d'une personne réputée francophobe entraînerait dans les relations entre la France et Madagascar. Ainsi, les Malgaches prêtent à l'ancienne métropole une influence considérable dans la vie de leur pays. Le passé grève lourdement leurs rapports avec la France. Ceux-ci revêtent un caractère d'autant plus passionnel qu'ils concernent des Réunionnais dont les Malgaches se méfient de longue date, puisqu'ils ont été les plus farouches partisans de la conquête coloniale.

Les musulmans du côté de Didier Ratsiraka ?

La récente arrivée de Chinois, perçue comme un afflux massif, contrarie beaucoup les Malgaches. De fait, à la différence de ceux qui ont fait souche dans l'île durant la colonisation, les nouveaux migrants ne cherchent manifestement

pas à s'intégrer, se contentant de déverser leurs produits sur le marché. Mais, depuis les années 1980, la communauté la plus fréquemment désignée à la vindicte populaire est celle des Indo-Pakistanaïes (les *Karana*), musulmans pour la plupart. On leur reproche leurs accointances réelles ou supposées avec les barons du régime sous la présidence de Didier Ratsiraka. Le bruit court que celui-ci a pu acheter son appartement de Neuilly-sur-Seine grâce aux dons de ses amis *karana*. Cependant, le passage de *Karana* sur la place du 13 Mai et leur participation au ravitaillement des comités de vigilance de Marc Ravalomanana incitent à reconsidérer les préjugés, sans lever bien sûr toute suspicion.

En revanche, on croit fermement à la possibilité d'une intervention des musulmans de l'étranger. Selon des bruits persistants, Didier Ratsiraka, catholique abandonné par les Églises malgaches, compterait sur l'aide de puissances arabes. Ses amitiés, qui remontent à la II^e République (1975-1991), font partie des arguments avancés pour justifier l'hypothèse. Le président prônait la diplomatie « tous azimuts », mais soignait particulièrement ses relations avec des États membres de la Ligue arabe et les pays de l'Est. Ainsi, l'Algérie est un des pays qui a exercé une forte influence sur Didier Ratsiraka. Mais la plupart de ses compatriotes découvrirent aussi l'existence de la Libye, qui finançait une coopérative laitière, des cours de couture et bien évidemment des mosquées. Depuis, les Malgaches suivent avec un peu plus d'attention les nouvelles des États du Maghreb et du Moyen-Orient. Ils mesurent les progrès de leur influence à la construction, ces dernières décennies, de mosquées qui éclipsent par leur taille de prestigieux édifices chrétiens. Aussi parut-il normal d'entendre dire que l'Algérie, la Libye, la Syrie et l'Irak auraient répondu à l'appel de Didier Ratsiraka en lui fournissant des armes et des mercenaires. Or, selon des partisans de Marc Ravalomanana lui-même, la récente nomination, par les chefs d'État des pays du Sahel et du Sahara, du président Khadafi comme médiateur entre les Malgaches apporte un démenti à cette assertion en ce qui concerne la Jamahiriya libyenne². Ajoutons que l'annonce du départ à destination de Madagascar d'un DC 8 syrien n'a jamais été confirmée. On ne sait pas enfin si un émissaire du président Bouteflika a effectivement rencontré Didier Ratsiraka dans la province de Tamatave, à son quartier général d'Ambodiatafana. En revanche, début mars, un Hercule C 130 du gouvernement algérien a bien atterri à Tamatave. En accusant l'Algérie d'agression contre le peuple malgache, l'hebdomadaire catholique *Lakroa* porte sur la place publique des préoccupations que l'on exprimait jusque-là en privé³.

2. *L'Express de Madagascar*, 27 mai 2002.

3. *Lakroan'i Madagasikara*, 7 mars 2002.

Quelle que soit la part de vérité, de probabilité ou d'affabulation contenue dans les commentaires sur le rôle des musulmans, il importe surtout de relever combien ces nouvelles et ces rumeurs ont pris sur la population. La diversité des sources semble plaider en faveur de l'authenticité des informations, même si, à l'origine, elles renvoient certainement à un cercle restreint de personnes. Toujours est-il que les dénégations de l'ambassadeur d'Algérie au sujet des importations d'armes par l'avion militaire algérien n'arrêtent pas les supputations. Comment être sûr que l'appareil a seulement débarqué cinq tonnes de matériel pour une station de télévision privée alors que les douaniers n'ont pas assisté au déchargement ?

De plus, Madagascar n'a pas échappé aux effets de la médiatisation des attentats du 11 septembre. Pour certains chrétiens malgaches, Ben Laden, incarnation des forces du mal, a ses émules dans le pays. Ainsi, la presse qui rapporte des violences perpétrées à l'encontre des Thaïlandais dans une région d'exploitation du rubis y voit les méfaits du « Ben Laden malgache ». De même, le dynamitage de plus d'une demi-douzaine de ponts, imputé à des partisans du président sortant, fixe l'image d'un « Didier Ratsiraka Ben Laden ». Des opposants à son régime entretiennent même l'idée d'une possible ingérence d'Al-Qaida à Madagascar. Pour preuve, l'arrivée, dit-on, de containers entiers de tee-shirts marqués Ben Laden. Ces tenues importées par avion seraient évidemment destinées à des personnes qui ne tiennent pas à « défendre le national », pour reprendre l'un des slogans de Marc Ravalomanana, dont les supporters arborent des tee-shirts portant la devise « J'aime Madagascar » inspirée du label de son groupe agroalimentaire. Mais la diffusion massive de ces vêtements sert à son adversaire pour le dénigrer. Selon Didier Ratsiraka, en effet, la « révolution des ombrelles⁴ » ne s'enracine pas dans la culture locale ; elle serait d'inspiration étrangère. Prenant la parole en février dans une petite ville de l'Est, il compare Antananarivo 2002 à Berlin 1933 : le « führer Marc Ravalomanana » aurait embrigadé une jeunesse comme Hitler l'avait fait pour les chemises brunes ; une comparaison que toute la presse rejette. Certains pensent qu'il a plutôt circonvenu les pasteurs et les curés. Les Églises durent même se défendre d'une telle allégation.

Marc Ravalomanana, l'homme des Occidentaux ?

De fait, le public de la place du 13 Mai est confit en dévotion. Le parterre des plus assidus aux meetings et les cortèges des temps forts du mouvement comptent un nombre impressionnant de membres d'Églises du Réveil. Sans tenir compte de l'enracinement de ce courant religieux à Madagascar depuis la fin du XIX^e siècle, Didier Ratsiraka voit aussi dans ces manifestations de ferveur la reprise d'un modèle étranger. Dans un discours du mois de mars,

à Tuléar, la capitale du Sud, le président déclare que l'on a affaire à des adeptes d'une secte comparable à celle du Temple solaire. La foule serait hypnotisée par le grand maître Marc Ravalomanana qui enflamme les esprits avec son verset fétiche « N'ayez crainte, tout est possible à celui qui croit ».

Cependant, les convictions religieuses ne suffisent pas à garantir le succès d'une entreprise, et l'opinion éclairée s'accorde sur le rôle primordial des soutiens financiers dans l'ascension de Marc Ravalomanana. De toute évidence, ce dernier a l'étoffe d'un capitaine d'industrie, mais chacun sait ce qu'il doit à la Banque mondiale et à des hommes d'affaires allemands dans l'essor de sa société. Cette réussite économique a représenté un excellent atout pour celui qui briguait la mairie d'Antananarivo. Par ailleurs, si la réhabilitation de la ville a commencé sous son prédécesseur, on ne peut nier qu'il s'est distingué par son dynamisme. Les aménagements entrepris avec son équipe l'ont propulsé en deux ans à la stature de maire modèle. Marc Ravalomanana a su notamment faire profiter la capitale de ses entrées dans les milieux publics et privés de l'Allemagne, dont l'ambassadeur à Madagascar est l'un de ses amis.

Outre l'appui de la Banque mondiale, d'autres indices donnent à penser que Marc Ravalomanana est en droit de compter sur les États-Unis. L'hypothèse paraît fort probable, car Didier Ratsiraka se serait aliéné l'opinion publique américaine en déclarant, en substance, que les attentats du 11 septembre n'avaient rien d'étonnant vu la politique étrangère des États-Unis. Inversement, Marc Ravalomanana est connu pour manifester de la réticence vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. Le maire d'Antananarivo n'apparaît pas comme un défenseur de la francophonie. Alors que sa connaissance de l'anglais ne suscite aucun commentaire, les langues vont bon train à propos de son niveau en français : un argument qui joue en faveur de sa francophobie. Si la bonne bourgeoisie tananarivienne tient en général à inscrire ses enfants dans l'un des établissements français du pays, la préférence de Marc Ravalomanana va ailleurs. Les télé-spectateurs l'ont ainsi vu accompagner son fils à l'école américaine, quelques semaines avant l'annonce de sa candidature à la présidence. Autre détail significatif : la jeunesse malgache ne tarit pas d'éloges sur son garde du corps, un Noir américain qui, au bout du compte, s'est révélé être un métis de père gabonais noir et de mère allemande. Et, surtout, le style de sa propagande, les moyens mis en œuvre ainsi que le choix d'un Noir américain comme conseiller en communication balayent, chez les personnes au fait de l'actualité, toute incertitude sur le soutien dont il a pu bénéficier et sur ses sympathies politiques.

4. Dénomination en rapport avec le spectacle qu'offraient, sur la place du 13 Mai, les milliers d'ombrelles pour se protéger du soleil. De plus, jusqu'à ces dernières décennies, l'ombrelle était l'un des attributs de la femme merina, outre le *lamba*, cette longue pièce d'étoffe dont elle se drapait habituellement.

La toute-puissante France

Parallèlement, cependant, les Malgaches croient que les États-Unis n'ont pas les mains entièrement libres dans la grande île. Ainsi le président George W. Bush écouterait-il moins son propre ambassadeur que la compagnie française Fraise, implantée à Madagascar depuis la colonisation et en cheville avec des sociétés américaines. Il se trouve justement que l'actuel ambassadeur de Madagascar aux États-Unis, nommé par Didier Ratsiraka, travaillait à la société Fraise. On pense alors, s'agissant du cas malgache, que les positions du gouvernement américain ne peuvent se démarquer de celles de la France⁵. En effet, l'ancienne métropole reste le principal pays concerné par la crise de Madagascar, et sa position officielle se résumerait en un appui inconditionnel à Didier Ratsiraka.

À en croire les Malgaches qui s'expriment, et sans doute aussi d'autres qui se rendent simplement compte du rôle des ONG qu'elle finance et qui, dans certains domaines, suppléent aux manques du secteur public, la France a des raisons suffisantes pour intervenir. Elle est même capable à elle seule d'infléchir le cours des événements dans l'île. Cette idée se fonde sur des informations recueillies à Madagascar, mais largement aussi sur celles diffusées par les médias de France ou de la Réunion et répercutées par les diasporas. Les Malgaches attachent une importance particulière aux points de vue des Français, avec lesquels les relations s'inscrivent très souvent encore dans le registre des affects. Ces rapports sont en effet d'une grande ambiguïté. Quelque part, la France reste la *Reny Malala* (la Mère chérie); c'est en priorité vers elle que l'on se tourne lorsqu'il s'agit de s'adresser à la communauté internationale, sans négliger le fait qu'une forte communauté malgache vit en France. On suppose également que le sort de la grande île continue à la préoccuper. Mais on souhaite par ailleurs rompre complètement avec le passé colonial. La manière dont l'imagination s'est emparée de l'histoire de deux appareils de la flotte nationale donne un premier exemple du discours que des Malgaches tiennent sur l'ex-métropole.

Rappelons les faits : l'instabilité politique et la pénurie de kérosène ont complètement désorganisé le trafic aérien avec l'étranger. Air Madagascar a supprimé ses vols pendant quelques mois. Or, on apprend que les deux boeings en leasing affectés aux liaisons extérieures sont bloqués à l'aéroport de Roissy. Les personnes informées savent que les appareils ont été immobilisés parce qu'Air Madagascar n'a pas honoré ses créanciers. La majorité des Malgaches, elle, est prompte à pointer le doigt vers Air France, puis elle se fait une raison. Que la compagnie française confisque les appareils n'a rien de grave. Les Allemands, dont nul n'ignore les sympathies à l'endroit de Marc Ravalomanana, seraient prêts à proposer des contrats avantageux à leurs amis malgaches. Ce

serait un camouflet à la France qui se croit tout permis. En fait, Air Madagascar doit rendre l'un des appareils à son propriétaire et s'entend début mai avec la compagnie privée italienne Blue Panorama pour l'exploitation du second boeing.

En tout cas, l'idée a cours qu'il serait de l'intérêt de la France, le premier partenaire économique de Madagascar, d'éviter les bouleversements remettant en cause sa prépondérance. Quelques grandes entreprises, et plus particulièrement celles qui représentent le lobby réunionnais, y veilleraient de près. Des Malgaches craignent même un retour de l'histoire⁶. Par l'intermédiaire des sucreries de Bourbon dirigées par M. de Chateaueux, le nouveau François de Mahy, les Réunionnais rêveraient de recoloniser l'île en profitant de la crise⁷. Mais d'autres hypothèses circulent : la France serait également tentée d'appuyer plutôt le Medef, dont une délégation venue en mission d'évaluation à Madagascar a manifesté son intention de soutenir la politique d'industrialisation préconisée par Marc Ravalomanana. Ainsi, à des Réunionnais avec lesquels l'élite malgache a toujours entretenu des rapports très complexes, s'opposeraient des Français qui se présentent en partenaires. Mais la méfiance reste de mise.

En effet, par sa position géostratégique et son appartenance à la mouvance francophone, l'île participe au rayonnement de la France. Madagascar est en outre l'État d'Afrique subsaharienne qui, avec 30 000 individus, binationaux compris, compte le plus de citoyens français. Aussi, lorsque des bâtiments français croisent au large de Mayotte et qu'un autre mouille à la Réunion, la rumeur court d'une évacuation de la communauté française. Cette précaution annoncerait une aggravation des tensions malgacho-malgaches. Comme il s'agit de surcroît de navires de guerre, l'hypothèse d'une intervention militaire n'est pas écartée, jusqu'à ce que les bâtiments disparaissent de l'horizon, que les journaux n'en parlent plus et que les rumeurs s'apaisent. En revanche, les relations personnelles entre Jacques Chirac et Didier Ratsiraka nourrissent toujours les conversations.

Depuis 1987, le président malgache dispose à Paris d'un ILM loué à un prix préférentiel grâce, dit-on, à l'intervention de Jacques Chirac. Celui-ci aurait financé une partie de sa campagne avec des émeraudes, saphirs et rubis, dont

6. Les Réunionnais ont été dans les dernières décennies du XIX^e siècle les partisans les plus acharnés de la conquête de Madagascar, par la voix de leur député François de Mahy. Les historiens parlent à ce propos de « colonie colonisatrice » ou encore de « colonisation créole ». On peut se reporter par exemple à la thèse de Guy Jacob, *La France et Madagascar de 1880 à 1894. Aux origines d'une conquête coloniale*, Université Paris-IV, 1996.

7. *Madagascar Tribune*, 9 février 2002.

des proches de Didier Ratsiraka contrôlent l'exploitation à Madagascar. À ce propos, le scoop de la dénonciation anonyme, par la femme d'un diplomate français, d'un trafic de pierres précieuses entre de hautes autorités malgaches et françaises n'a pas eu de suite, faute de fondement sérieux. Mais la complicité entre les deux présidents s'avèrerait patente dans d'autres domaines. Didier Ratsiraka est présenté comme un enfant chéri des réseaux françafricains spécialistes des élections truquées⁸. Depuis une trentaine d'années, hormis l'intermède de 1992 à 1996, la France bloquerait ainsi le processus démocratique en assurant de son appui un régime dictatorial et corrompu. Des journaux français l'affirment⁹. Les manifestations de Français qui, devant leur ambassade à Antananarivo et sur la place du 13 Mai, ont fustigé « Chirac copain de Ratsiraka », ainsi que les critiques de l'association franco-malgache Avana contre la position du gouvernement de Lionel Jospin, confortent les Malgaches dans leur analyse¹⁰.

Pour l'opinion publique, il suffirait que la France, et en définitive Jacques Chirac, abandonne Didier Ratsiraka, lui dise « Partez », lui aménage éventuellement une sortie honorable pour que le problème malgache soit résolu. Mais la France partage les points de vue de ses partenaires européens au sujet d'une île éloignée des centres de l'actualité mondiale.

QUAND LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DÉÇOIT

Convaincus du rôle déterminant des étrangers, les Malgaches pensent que la situation dans la grande île mérite l'attention de ces derniers, sans faire partie toutefois de leurs préoccupations quotidiennes. Cependant, les réactions de l'extérieur n'arrivent pas assez vite, ou même paraissent complètement décalées par rapport aux événements. Elles laissent supposer que l'outre-mer ne comprend pas les enjeux de la crise malgache ou, tout au moins, n'est pas suffisamment éclairé. Or, malgré une campagne d'information, la communauté internationale – qui, pour l'opinion, se réduit aux principaux bailleurs de fonds – hésite encore à prendre clairement position sur des problèmes essentiels, tels que la reconnaissance de Marc Ravalomanana, assimilée au respect du choix du peuple. Des Malgaches vont jusqu'à penser que les puissances occidentales ne répondent pas à l'image de pays attachés à la démocratie qu'elles cultivent.

Regarder vers le Nord

Le séjour à Paris, juste après les élections du 13 décembre 2001, du candidat Marc Ravalomanana, sa lettre ouverte de janvier 2002 à la communauté européenne ainsi que les espoirs suscités par les premières déclarations de

membres du corps diplomatique au cours du même mois donnent la mesure des attentes de ses partisans tout au long de la crise. En entreprenant ce premier voyage à l'extérieur, le maire d'Antananarivo souhaitait dissiper la méfiance provoquée par sa réputation de francophobie et avoir ses entrées auprès de hauts responsables d'un pays encore incontournable sur l'échiquier international lorsqu'il s'agit de Madagascar. Mais il ne put rencontrer ni les conseillers pour l'Afrique de l'Élysée, ni ceux de Matignon, ni ceux du Quai d'Orsay. Quelles qu'en soient les raisons, la France a déçu.

Marc Ravalomanana continue cependant ses démarches vers l'Occident, invitant les autorités européennes à sortir de l'indifférence pour empêcher un hold-up électoral, garantir la paix civile et favoriser les conditions d'une bonne gouvernance. Il leur suggère de participer au contrôle des résultats du scrutin avant la proclamation officielle et de jouer les médiateurs¹¹. La presse locale répercute le contenu de sa lettre ouverte, en insistant sur les remarques à l'endroit de la France qui cautionnerait le totalitarisme et les manipulations électorales¹².

A priori, les étrangers « importants » ne restent pas insensibles aux craintes de ceux qui mettent en doute la validité des résultats des élections. En effet, le 8 janvier, les bailleurs de fonds ont rompu le silence, appelant à une interprétation commune des résultats sur la base des éléments recueillis par les observateurs accrédités par le Comité national des élections, dont ils ont financé les travaux. D'ailleurs, les Malgaches présentent toute subversion des résultats à la fois comme une atteinte à la démocratie et comme un échec personnel des grands de ce monde. Que le président George W. Bush lui-même ait rappelé la nécessité de respecter la volonté populaire confirmerait l'attention dont leur pays bénéficie à l'extérieur. On attend que d'autres chefs d'État occidentaux s'alignent sur George W. Bush, comme ils l'ont fait après l'attentat du 11 septembre « où tous les pays du monde ont suivi les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, même si, à Madagascar, il s'agit plutôt de terrorisme électoral¹³ ». Aussi la déconvenue est-elle très vive lorsque les mêmes

8. *Lettre mensuelle de Survie*, mars 2002.

9. *Le Monde* du 9 mai 2002 en parle encore dans l'article « Didier Ratsiraka, l'ami caméléon ». Voir aussi *Témoignage chrétien*, *Lettre mensuelle de survie*, *Rouge*, etc.

10. Et, bien sûr, comment ne pas accorder crédit à des ecclésiastiques, comme Rabeony, l'évêque de Tuléar, ou le père Pedro, l'Argentin qui fait figure de saint homme par son œuvre auprès des enfants de la rue ? Voir *La Croix* des 6 mars et 8 avril 2002.

11. *Le Monde*, 9 janvier 2002.

12. *Madagascar Tribune*, 3 janvier 2002.

13. *Midi Madagascar*, 16 janvier 2002.

diplomates invitent à se conformer à la décision de la Haute Cour constitutionnelle en faveur de la tenue d'un deuxième tour et condamnent l'« auto-proclamation » du 22 février.

En quête d'une reconnaissance par les grands de ce monde

Se lancer dans une campagne d'information en insistant sur l'exception malgache, telle est la démarche entreprise afin d'obtenir la reconnaissance de Marc Ravalomanana par la communauté internationale. Pour l'opinion tananarivienne, l'étranger se fie à des agences de presse internationales qui publient des nouvelles tendancieuses. La foule du 13 Mai conspue notamment RFI, accusée de désinformer, de ne pas rendre fidèlement compte de l'ampleur du mouvement, surnommant la chaîne « *Radio Feon' Iavoloha* », « la Voix d'Iavoloha », du nom du palais présidentiel où, le 19 janvier, Didier Ratsiraka avait reçu des journalistes étrangers représentant RFO, CNN, BBC, RFI et l'AFP.

La colère monte lorsque, l'un après l'autre, les médias reprennent l'expression de « président autoproclamé » sans tenir compte des conditions qui ont entouré les élections. Ainsi, un lecteur de la *Tribune de Madagascar* reproche à la chaîne News de ne pas expliquer pourquoi le pays sombre dans le chaos, ni pourquoi la population s'est mobilisée dans la désobéissance civile avec un sens étonnant de l'ordre¹⁴. L'inertie de l'étranger viendrait de ce qu'il n'a sûrement pas conscience de l'originalité du mouvement. De même, les risques de dérapage lui échappent. Faut-il que Madagascar devienne le théâtre de massacres comme au Rwanda ou en Serbie pour bénéficier d'une bonne couverture médiatique ? Puisque la presse n'estime pas nécessaire d'ouvrir régulièrement ses colonnes à des articles sur Madagascar, il faut recourir à d'autres moyens. Une fois encore les partisans de Marc Ravalomanana privilégient les interlocuteurs occidentaux, et Paris comme centre de rediffusion des informations.

Les appels se multiplient de la part d'étrangers et de nationaux, d'ecclésiastiques et d'universitaires, de simples citoyens et d'hommes politiques, de personnes vivant dans l'île et de membres des diasporas en Amérique du Nord et en Europe. L'appel lancé par Élyette Rasendratsirofo aux « amis européens » d'une part, aux chancelleries et aux représentants des bailleurs de fonds à Madagascar d'autre part, donne le ton à la campagne de sensibilisation après la première investiture du 22 février. Cette femme, ancien ministre et membre du Comité national d'observation des élections, retrace l'histoire du mouvement, dont elle souligne le caractère non violent : « Depuis Indira Gandhi et Martin Luther King, Madagascar est le seul pays héritier de la non-violence. » Elle s'insurge contre la condamnation du « coup de force »

de Marc Ravalomanana par une communauté internationale qui se déclare éprise de démocratie. Son expérience de ministre lui ayant appris que les puissances occidentales réussissent toujours à faire pression sur les Malgaches, elle s'étonne que, détenant la solution au problème de son pays, celles-ci se disent dans l'impossibilité d'obtenir de Didier Ratsiraka la confrontation des procès-verbaux des élections. Enfin, elle demande aux citoyens des pays amis d'agir auprès de leurs élus pour faire basculer l'opinion de leurs gouvernements en faveur de Madagascar.

À son tour, la Conférence épiscopale de Madagascar invite ses homologues d'Europe et d'Amérique du Nord à porter « une attention considérable » au cas de la grande île et à en informer les autorités de leurs pays. Des personnalités malgaches prennent également contact avec les milieux officiels de l'étranger. L'ancienne ministre des Affaires étrangères, démissionnaire du gouvernement de Didier Ratsiraka, le fait en mars à Paris, où une délégation parlementaire arrivée en avril prend le relais.

Le précieux intermédiaire réunionnais

Ironie du sort. Alors que la presse occidentale s'en tient à un certain détachement à l'endroit de Madagascar, des médias de la Réunion manifestent un réel intérêt et même une véritable empathie pour le mouvement. Ils se font les porte-parole des Malgaches qui se sentent oubliés des journalistes d'outre-mer. En effet, il semble difficile, du côté malgache, d'admettre que la communauté internationale ait d'autres priorités : le Moyen-Orient, l'Afghanistan, le Zimbabwe ou la montée des divers partis de droite en Europe. Les Réunionnais critiquent une presse internationale préoccupée par les funérailles de quelque tête couronnée (allusion à la reine mère d'Angleterre) ou par le conflit israélo-palestinien. Le *Journal de l'île de la Réunion*, qui devient l'un des médias prisés par l'opposition à Didier Ratsiraka, saisit l'occasion pour esquisser une comparaison entre Madagascar et la Palestine : dans les deux cas, la communauté internationale ne parvient pas à se faire entendre. Malgré les injonctions de l'Union européenne, les partisans de Didier Ratsiraka maintiennent en effet les barrages qui asphyxient l'économie de la grande île.

Qu'à l'exception de Noël Mamère les candidats aux présidentielles françaises ne prennent pas clairement position irrite également. Les Réunionnais jouent, là encore, les intermédiaires. Le 28 février, le député Michel Tamaya interpellait Jacques Chirac. De leur côté, les Verts se sont adressés à Lionel Jospin. Mais, interrogés lors de leur passage à la Réunion pendant la campagne,

Jacques Chirac et Lionel Jospin renvoient dos-à-dos Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana. Ils estiment qu'il revient aux Malgaches de régler leurs problèmes. Une partie de l'opinion nationale se rallie d'ailleurs à ce point de vue, car il arrive un moment où le sentiment d'abandon et l'indignation cèdent la place à la colère. Le citoyen malgache en a assez de se confondre en reconnaissance devant les bailleurs de fonds. Il lui pèse d'entendre que les Malgaches ne sont pas les principaux acteurs de leur histoire, dans laquelle on devinerait en permanence la main de l'étranger.

Quand l'espoir retombe

La campagne de sensibilisation n'a pas eu sur le plan international les résultats escomptés, mais des étrangers se sont effectivement mobilisés à titre individuel : Français, Allemands, Anglais et Canadiens résidant à Madagascar. Dans une lettre au Bundestag, la communauté allemande compare cette fois Madagascar à la Yougoslavie, Marc Ravalomanana à Kostunica. Les Malgaches reprennent un rapprochement qui démontre que l'île participe bien de l'actualité internationale.

Cependant, malgré leur déception, les Malgaches guettent toujours les réactions de la communauté internationale dès qu'un événement jugé digne d'intérêt vient rompre la « monotonie » d'une crise qui se prolonge. Ainsi, la mise en place par les partisans de Didier Ratsiraka de barrages sur les routes nationales, suivie de la destruction de ponts, est de nature à réveiller l'attention des bailleurs de fonds. Les principaux d'entre eux enjoignent les « responsables » de lever les barrages dans les plus brefs délais pour que la vie économique revienne à la normale. L'interpellation est appréciée, quoique présentée comme essentiellement dictée par la sollicitude envers les entrepreneurs français¹⁵ et par l'indignation des États de l'Union européenne devant la détérioration d'ouvrages qu'ils ont financés.

En outre, par la prudence de leurs réponses aux questions d'ordre politique pourtant inhérentes à l'existence des barrages, les diplomates déçoivent une fois de plus. Ils conseillent aux protagonistes de persévérer dans les négociations entamées sous l'égide de l'OUA. En fin de compte, les étrangers les plus proches sont ceux du continent. Sans avoir été interpellés avec insistance, ils sont intervenus, en bénéficiant, il faut le souligner, de l'aide de la communauté internationale.

**LES AFRICAINS DU CONTINENT : CES « PARENTS
À PLAISANTERIE »**

Malgré le sentiment des Malgaches d'être ignorés à l'extérieur, des étrangers se sont rendus à titre officiel jusque dans leur île, manifestant ainsi l'intérêt de certains États pour le retour à la stabilité. Mais la composition de la première mission de médiation organisée au début du mois de février par la France permet de se faire une idée de la manière dont la puissance réputée influente à Madagascar envisage ses interventions. En effet, il s'agit d'une délégation de l'Association parlementaire francophone conduite par le président du Sénat mauritanien. Outre le sénateur Guy Penne, qui passe, sur la place du 13 Mai, pour être favorable à Didier Ratsiraka, la mission compte des parlementaires africains. Car la France et, par son intermédiaire, les bailleurs de fonds souhaitent que le cas malgache se règle sous les auspices de l'Afrique. Plus encore, avec la « noria des bons offices¹⁶ », l'île devient à partir de février le centre d'une intense activité diplomatique. Elle passe sous les feux de l'actualité... africaine. L'exception malgache dût-elle en souffrir, les enjeux à l'échelle régionale obligent à plus de réalisme dans la perception de l'étranger.

L'exception malgache

« Il fallait tenir compte de la susceptibilité nationale des Malgaches. C'est une île qui a conscience de son insularité, de sa particularité. En tant que groupe de contact, nous devons tenir compte de cette psychologie des Malgaches. » Ces propos de l'historien Abdoulaye Bathily, vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal et membre de la deuxième mission dépêchée à Antananarivo par l'OUA en mars, traduisent assez bien les sentiments des Malgaches dans leurs rapports à l'Afrique continentale¹⁷.

Même si les Malgaches d'aujourd'hui ne se sentent pas particulièrement proches des citoyens de l'Indonésie, le premier État musulman du monde par sa population, et même si les Indonésiens n'éprouvent pas un besoin particulier d'entretenir avec les habitants de la grande île des liens de parenté dont les plus récents remontent au XVI^e siècle, l'Asie du Sud-Est continue de fasciner ces derniers. Sans verser dans le discours sur une ascendance

15. « La levée des barrages : la proposition française saluée par les opérateurs », *Midi Madagascar*, 21 mars 2002.

16. *La Lettre de l'océan Indien*, 16 février 2002.

17. Propos recueillis par Oumar Kouressy pour *Sud International*.

exclusivement austronésienne des Merina, force est pourtant de reconnaître la réalité des apports indonésiens dans le peuplement de Madagascar. Par ailleurs, les échanges survenus pendant les migrations ou l'installation dans l'île ont favorisé la formation d'un peuple métissé. Les Malgaches s'enorgueillissent de leur spécificité afro-asiatique. Ils mettent également en exergue leur unité. S'ils ne peuvent ignorer les divisions en groupes ethniques « ou en pseudo-ethnies ¹⁸ », ils se disent que « sur une île, on est obligé de trouver des solutions pour vivre ensemble ¹⁹ ».

À cause de la menace de guerre civile, les Malgaches insistent plus encore sur leur originalité par rapport aux voisins du continent. Des étrangers aussi l'affirment, en se référant à l'histoire, mais surtout au caractère pacifique des manifestations de 1991 et de 2002 qui renverrait à des « origines asiatiques ». Avec la diffusion à la télévision nationale, sous le contrôle des partisans de Marc Ravalomanana, de scènes du génocide au Rwanda, l'Afrique sert véritablement de repoussoir. Le coup médiatique réussit. À Cyril Depraz, journaliste à la Radio Suisse Romande, des Malgaches d'Antananarivo répètent : « Nous ne sommes pas des Africains » et « il n'y a pas de machettes ici ²⁰. » Comme Madagascar n'est pas l'Afrique, les élections devraient aussi, pense-t-on, se dérouler différemment de ce que l'on voit sur le continent.

Une autre Afrique de référence

Cependant, les hommes d'affaires malgaches et les étudiants savent que l'Afrique est également autre, ne serait-ce que depuis l'existence de liaisons régulières entre Antananarivo et Johannesburg. En tout cas, face à l'implication de l'OUA dans la recherche d'une solution à leur problème, contrairement à l'attitude mitigée de la communauté internationale et au silence des pays asiatiques, la crise oblige les Malgaches à reconsidérer la question de leur africanité. Certes, récemment encore des cybernautes se sont insurgés contre leur assimilation à des Africains, mais des intellectuels se sont aussi indignés du rejet par leurs compatriotes de leur côté africain, qu'il faudrait pourtant, en toute lucidité, cultiver. La conjoncture politique invite en effet à définir une stratégie mettant en valeur cette composante de leur identité.

De fait, la classe politique et la foule du 13 Mai ont nourri l'espoir d'une rapide sortie de crise lorsque la première mission de l'OUA, conduite par son secrétaire général, arriva vers la mi-février à Madagascar, « une partie intégrante du continent africain ²¹ ». Tout chez « El Hadj Amara Essy, le magicien négociateur » parut digne d'admiration : son cursus intellectuel, sa carrière diplomatique, son expérience dans le règlement de conflits en Afrique, et plus particulièrement sa personnalité et son savoir-faire. Il reporta de vingt-quatre heures son départ pour le Zimbabwe et le Lesotho afin de mieux exa-

miner le cas malgache, souligne la presse locale. Il témoigne ainsi du fait que l'étranger se préoccupe véritablement du sort de la grande île qui accueille également, durant son séjour, des représentants de l'Onu et de la Commission de l'océan Indien. À la différence de tous les autres représentants de la communauté internationale, plutôt que de se contenter d'une conférence de presse, ce « sosie du roi Pélé » tint un *kabary* (discours) sur la place du 13 Mai. Amara Essy trouva le langage adéquat pour parler d'un conflit entre des frères. La foule l'applaudit chaleureusement lorsque, en médiateur chevronné, il déclare : « Très chers frères, Madagascar appartient à la famille de l'OUA et quand un membre de la famille est malade, c'est toute la famille qui est malade²². » Ainsi, le secrétaire général de l'OUA réussit à réconcilier avec l'Afrique des Malgaches qui en avaient une représentation très négative. En outre, les Malgaches estiment pouvoir compter sur la compréhension des Africains du continent, qui connaissent mieux que les Occidentaux les maux dont souffre leur pays : la gabegie, la dictature, les fraudes électorales. Ils pensent être alors en droit de ne pas tolérer de leur part des réactions qui décevraient.

Mais une Afrique qui elle aussi déçoit

Or, l'OUA partage le point de vue de la communauté internationale sur la question de la reconnaissance de Marc Ravalomanana. Pour l'opinion publique malgache, il y aurait à cela une seule grande explication : l'Afrique n'est pas entièrement libre. D'une part, elle est bridée dans ses expressions car ses hommes politiques cautionnent des entorses à la démocratie ; la validation des élections présidentielles du Zimbabwe en est la démonstration la plus récente. D'autre part, elle ne peut faire fi de la position des principaux bailleurs de fonds qui participent au financement des missions de médiation. Enfin, elle porte l'héritage de la colonisation : certains membres de l'OUA entretiennent des relations privilégiées avec la France.

Une lettre ouverte à monsieur Amara Essy, publiée par le quotidien qui l'avait encensé quinze jours auparavant, le dit clairement : « Il semblerait, à l'instar de la France, que votre préférence va vers un régime qui fait de son

18. Expression employée par la sociologue Janine Ramamonjisoa dans une série d'articles publiée par *Madagascar Tribune* au cours du mois de février 2002.

19. « Madagascar : le rôle des Églises chrétiennes dans la crise politique », entretien avec Cyril Dépraz, *Religioscope*, 17 mars 2002.

20. *Ibid.*

21. *Madagascar Tribune*, 13 février 2002.

22. *Midi Madagascar*, 15 février 2002.

enrichissement personnel et de l'appauvrissement de Madagascar une priorité contre l'immense majorité du peuple spolié de ses votes par un racket éhonté²³. » Cette lettre anonyme d'« un Français très désappointé » ayant vécu dix ans en Côte d'Ivoire et qui rappelle combien est puissante la main de la France traduit le fond de la pensée d'un grand nombre de Malgaches. Et comme ces derniers estiment avoir des raisons de se montrer plus exigeants à l'égard des Africains, ils se permettent des mouvements d'humeur contre les médiateurs originaires du continent. Les membres de la mission de contact déléguée par l'OUA, arrivés le 6 mars à Antananarivo, après que l'organisation a déclaré illégale la première investiture de Marc Ravalomanana, subissent des manifestations de colère de ses partisans. Mais c'est vers ces « parents à plaisanterie », aguerris à ce mode de relation, que les Malgaches se tournent pour la reprise des négociations en Afrique.

De part et d'autre du canal du Mozambique : les retrouvailles africaines

À en croire certaines remarques, l'échec de cette mission de contact viendrait du fait que, dans ce grave problème de la grande famille de l'OUA, on ait négligé de faire intervenir de véritables *ray-aman-dreny*, des personnes ayant la stature de père et de mère, toujours écoutés dans la conception des relations entre les Malgaches. Fort respectable, au demeurant, pour s'être incliné devant un concurrent élu à une courte majorité, Antonio Mascarenhas, l'ancien président des îles du Cap-Vert placé à la tête de la délégation, ne représentait pas, selon certains, un symbole comme le serait par exemple Nelson Mandela²⁴.

Mais rechercher la médiation d'un *ray aman-dreny*, c'est se positionner en cadet ou en enfant ; on se doit, dans ce cas, de répondre à l'appel d'un aîné ou d'un parent. Aussi, alors que Didier Ratsiraka avait laissé entendre qu'il ne souhaitait pas porter devant des étrangers les querelles entre des Malgaches, il accepta de se rendre à Dakar, où il se sentait chez lui, en famille en quelque sorte, a-t-il souligné, dès son arrivée. Lui et son challenger s'étaient départis de leur insularité pour aller chez le *ray aman-dreny* Abdoulaye Wade dont le cursus invitait au respect.

Chacun s'accorde à mettre en grande partie au crédit du président du Sénégal le succès d'une médiation censée apporter un dénouement à la crise. Le prestige de l'Afrique s'en était trouvé rehaussé. Les autres pays étrangers, même ceux restés discrets jusque-là, comme la Chine ou la Fédération de Russie, ont loué la « capacité africaine à traiter les crises », grâce à une « combinaison d'effort et d'ingéniosité africains », pour reprendre les mots du ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine.

La rencontre de Dakar, qui a soulevé chez les Malgaches un immense espoir, les a amenés à reconsidérer leur imaginaire de l'Afrique. Les personnes les mieux informées avaient en effet construit leur identité d'insulaires en altérité par rapport à leurs voisins du continent. De l'Afrique, la grande majorité ne connaissait que les soldats engagés dans les armées coloniales, cultivant ainsi une représentation déformée des populations de l'Afrique au sud du Sahara. Dans certaines familles, on gardait le souvenir des troupes sud-africaines, les « Zoulous » arrivés avec les Anglais en 1942 et dont les plus âgés parlaient pour faire peur aux enfants désobéissants.

Mais ce sont surtout les Africains engagés par la France qui ont le plus marqué les Malgaches. Pour ces derniers, ils constituaient en effet un seul groupe : celui des tirailleurs sénégalais. Et, dans la même logique, la population de l'Afrique était dite « sénégalaise ». Ignorance ou vision délibérément homogénéisante des autres ? Sans doute l'un ou l'autre, selon le niveau d'information. En tout cas, comme le « Zoulou », le Sénégalais fait figure de loup-garou. On l'associe à tous les actes répressifs du pouvoir colonial à tel point que l'expression « s'exécuter comme un Sénégalais qui a reçu des ordres » est passée dans le langage populaire.

Or, par un retournement de situation, c'est un authentique Sénégalais qui a intimé l'ordre aux Malgaches de s'entendre, comme s'est plu à le montrer le caricaturiste de *L'Express de Madagascar*. En saluant ses hôtes sur le départ, Abdoulaye Wade prit soin de rappeler que les discussions s'étaient déroulées entre des proches et que les médiateurs restaient disponibles, comme on sait l'être en Afrique : « Avant d'entrer dans une nouvelle confrontation, faites appel à nous, nous viendrons même à trois heures du matin. Je vous le garantis. C'est ça l'Afrique. » Simple prémonition du caractère fragile d'un accord qui a donné lieu aussi à des rumeurs ?

Alors que Madagascar s'enlise dans une crise dommageable pour l'économie, pour la société et pour l'unité nationale qui s'était forgée face à l'étranger colonisateur, une nouvelle médiation de l'OUA apparaît comme l'une des dernières chances pour résoudre le conflit. Mais si, après une longue valse-hésitation, les « techniciens » des deux parties se sont effectivement rencontrés en Afrique, l'absence de Didier Ratsiraka et de Marc Ravalomanana à Dakar II laisse planer quelque doute sur l'espoir d'une réconciliation à court terme. Certaines informations font état d'une médiation de la France. L'Europe resterait-elle la référence obligée pour les pays du Sud ?

En tout cas, la presse malgache continue de scruter les réactions de la communauté internationale. La présence des conseillers d'ambassade à la deuxième investiture de Marc Ravalomanana, sa reconnaissance par la Suisse et par la

Norvège, les visites de courtoisie de membres du corps diplomatique au ministre des Affaires étrangères qu'il a nommé, tout cela est rapporté avec insistance. Si la crise a bien permis l'irruption d'une autre Afrique dans l'imaginaire des Malgaches, ceux-ci pensent que, derrière l'intervention du continent, la main de la communauté internationale reste agissante. En effet, si des personnalités éminentes d'Afrique ont acquis à leurs yeux le statut de *ray aman-dreny*, de père et de mère respectés, la reconnaissance des puissances occidentales paraît toujours essentielle ■

Faranirina V. Rajaonah

Université Paris-VII

mai 2002